

M. MATSCHEK donne lecture de la lettre en date du 11 août 1983 de M. le Président du S.I.S. de Nancy, qui indique que le dossier de synthèse élaboré par M. le Recteur serait soumis au Comité du S.I.S. le 28 septembre prochain pour accord. Il poursuit en disant :

"Cet accord sera transmis en même temps qu'à la Préfecture, au Conseil Régional en vue de l'élaboration du schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale qu'il devra établir selon l'article 13 II de la loi du 22/07/1983. Il serait toutefois souhaitable que la subvention de l'Etat puisse encore être accordée avant la mise en application de la loi nouvelle, puisque l'article 17 de cette loi prévoit que les crédits d'investissement pour les collèges ne seront regroupés au budget de l'Etat au chapitre "dotation globale d'équipement du Département" qu'à compter du 1er janvier 1985.

Or, il est maintenant tout à fait clair que l'agrément du terrain n'interviendra que si le District, dont le Bureau sera saisi le 16 septembre, et le Conseil le 14 octobre, donne son accord au projet d'ensemble de Monsieur le Recteur".

M. MATSCHEK rappelle ensuite que les premiers résultats du bilan social 1983 recensent près de 570 enfants à Ludres scolarisables en collège actuellement, chiffre qui confirme largement les résultats des bilans sociaux de 1979 et 1981, et que la réalisation de la ZAC Chaudeau amplifiera encore.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de :

- réitérer sa demande à M. le Recteur d'Académie de prendre immédiatement la décision de financer cette opération, qui doit encore bénéficier d'une subvention d'Etat.
- renouveler ses demandes au S.I.S. de Nancy pour que, d'une part, il entame toutes les démarches nécessaires à l'inscription du Collège de Ludres dans le contrat de Plan Etat-Région, et, d'autre part, qu'il provoque dans les meilleurs délais une réunion qui serait ouverte à tous les partenaires concernés.
- rappeler qu'un emplacement a été réservé au PAZ (créé après avis favorable des administrations et services consultés), pour la construction du Collège de Ludres, dans le projet de la ZAC Chaudeau approuvé par l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1982.

M. le Maire, obligé de s'absenter, cède la présidence à M. REINSTADLER, 2ème Adjoint, et lui donne pouvoir.